

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Salariat, travail, syndicats (France) > Poste & communication (France) > **La Poste : seize postiers entraînés au tribunal !**

# La Poste : seize postiers entraînés au tribunal !

mercredi 16 juin 2010, par [AFP](#), [ASRIPE Isa](#), [Collectif / Signatures multiples](#), [GUESSOU Javier](#), [LEROI Marie](#), [NOLAN Léa](#) (Date de rédaction antérieure : 16 juin 2010).

**Alors que les postiers des Hauts-de-Seine entament leur huitième semaine de grève, la direction de La Poste assigne seize d'entre eux au tribunal, en les accusant de séquestration.**

Sommaire

- [Soutien aux postiers du 92 \(...\)](#)
- [Besancenot et 15 autres \(...\)](#)
- [La Poste : le rouleau compresseur](#)
- [La Poste 92 : répression \(...\)](#)

La direction de La Poste des Hauts-de-Seine accuse des postiers (dont Olivier Besancenot) et des représentants CGT et SUD de séquestration... alors que c'est elle qui s'est enfermée dans sa tour d'ivoire ! Devant ce refus de négocier, le 10 mai, les grévistes se sont invités dans les bâtiments de la direction départementale et, par leur nombre et leur détermination, ont obligé la direction à leur accorder un rendez-vous. Face au développement de la grève, celle-ci a cherché à se venger en montant ces accusations de toutes pièces. L'an dernier déjà, elle avait accusé les grévistes de bloquer les centres, alors que c'est elle qui les barricadait pour les empêcher de s'adresser à leurs collègues.

Ces poursuites s'ajoutent à un climat déjà très tendu : Gaël Quirante, représentant syndical SUD, est passé en entretien préalable le 14 juin, et la direction est prête à faire appel au ministre du Travail pour autoriser son licenciement ! Bertrand Lucas et Yann Lemerrer, également syndicalistes à SUD, sont eux aussi menacés de licenciement.

La grève n'était pourtant partie que d'un centre (Châtillon) sur une revendication minimaliste : repousser de trois semaines la réorganisation de l'entreprise. En refusant le dialogue, la direction a poussé le conflit à s'étendre à Clamart et Asnières puis à La Défense et Bois-Colombes, menacés par des suppressions de postes et une dégradation des conditions de travail. Alors que le conflit s'ancrait dans la durée, un rapport de la médecine de prévention de La Poste a été divulgué. Il dénonce les conditions de travail dans la plus grosse entreprise de France. Les conclusions sont cinglantes : les suicides, les maladies professionnelles, les accidents du travail se multiplient. Ainsi, La Poste crée des « *inaptés physiques et psychologiques* ».

Le rapport incrimine « les réorganisations rapides et successives ». C'est exactement ce contre quoi se battent les grévistes. Mais la direction de La Poste, face à des grèves importantes dans les Hauts-de-Seine qui ont permis au département d'être le moins touché par les réorganisations, cherche à écraser une équipe militante en pointe contre le rouleau compresseur qui broie les salariés de La Poste mais aussi de France Télécom et d'ailleurs. Elle saisit également l'occasion pour s'attaquer au NPA en accusant « Olivier Besancenot et ses amis » de substituer aux revendications syndicales des revendications politiques. Une autre façon de chercher à décrédibiliser le mouvement.

Nous devons toutes et tous réagir. Face au durcissement de la direction, les grévistes tentent d'étendre la grève, comme à Bois-Colombes et à La Défense. Les grévistes ne lâcheront pas non plus face aux sanctions. Le rassemblement organisé à l'occasion de l'entretien préalable de Gaël Quirante a rassemblé près de 200 personnes devant la direction départementale. Pour que la démonstration soit faite que la résistance est possible face aux réorganisations, les grévistes ont besoin de tout notre soutien !

**Xavier Guessou et Marie Leroi**

Olivier Besancenot et les quinze autres postiers passeront au tribunal de Nanterre le 28 juin.

Le samedi 19 juin, les postiers organisent une fête de soutien à la grève (voir agenda).

Pour le soutien financier, envoyez des chèques à SUD Poste 92, 51, rue Jean-Bonal 92250 La Garenne-Colombes (ordre : SUD Poste 92, mention « Solidarité grévistes 92 » au dos).

*\* Paru dans Hebdo TEAN 60 (17/06/10).*

---

## **Soutien aux postiers du 92 ! : un appel collectif**

***Un appel de soutien aux postiers grévistes a été rendu public ce jour avec la liste des premiers signataires. Nous appelons à son élargissement.***

Soutien aux postiers grévistes du 92 !

Depuis plusieurs semaines, un nouveau mouvement social affecte les activités de la Poste dans les Hauts de Seine.

En cause, le projet de réorganisation de l'activité de distribution du courrier et le projet « facteur d'avenir » qui fait craindre des restrictions de personnels, des réductions de tournées, une nouvelle dégradation du service rendu aux usagers avec, entre autres, la suppression du principe « Un facteur, une tournée » et des conditions de travail plus difficiles encore pour les salariés. En cela les grévistes luttent également pour l'embauche en CDI de plusieurs de leurs collègues en CDD.

Face à ces revendications et à la souffrance ressentie par nombre de postiers qui transparait aujourd'hui de manière dramatique à travers le rapport publié par les médecins de la prévention de la Poste, il est important que la direction accepte enfin de tenir immédiatement des négociations. Pour l'instant, elle n'a répondu que par de nombreuses sanctions à l'encontre des grévistes, allant du blâme jusqu'à l'entretien préalable au licenciement, ainsi qu'en empêchant l'accès aux locaux (y compris aux non-grévistes).

Le chemin pris avec ces sanctions est inacceptable. Ce n'est pas par la répression que la direction de la Poste doit répondre aux revendications des postiers, luttant simplement pour des conditions de travail acceptables. Elle doit à tout prix retirer l'ensemble de ces sanctions et rouvrir les négociations avec les grévistes dans l'intérêt de tous. Une solution pour ce conflit dans l'intérêt des usagers, des agents et de la Poste doit être rapidement trouvée.

*Signataires :*

Organisations 92 : FSU, CGT-Fapt, Solidaires, Sud-PTT, Sud-Education, CFTC, NPA, PCF, Fase, MJCF, Attac, GEM, PG, M'PEP

*Personnalités des Hauts-de-Seine :*

Brigitte Gonthier-Maurin, Sénatrice des Hauts-de-Seine pcf

Pascale Le Neouannic, Conseillère régionale PG

Jacques Célet, Président de la LDH Nanterre

Marie-Claude Garel, Conseillère générale – présidente du groupe des élus communistes et initiatives citoyennes de Nanterre

Patrice Leclerc, Conseiller général FASE

Mahmed Kaki, Président d'association

Isabelle Guichard, Conseillère municipale de Gennevilliers Gennevilliers pour Tous-NPA

Taoufik Halem, Conseiller municipal de Gennevilliers Gennevilliers pour tous

---

## **Besancenot et 15 autres postiers poursuivis pour « séquestration »**

PARIS, 14 juin 2010 (AFP) - Olivier Besancenot et quinze autres postier des Hauts-de-Seine sont convoqués par le tribunal correctionnel de Nanterre le 28 juin, poursuivis pour « séquestration » lors de l'occupation de la direction départementale de La Poste, à Nanterre, le 10 mai.

« *On est seize à être convoqués le 28 juin pour séquestration* », dont des responsables départementaux de Sud-PTT, deux responsables de la CGT-92 et des grévistes syndiqués ou non-syndiqués, a déclaré à l'AFP M. Besancenot, member de Sud-PTT, confirmant une information du *Parisien* paru lundi.

« *Cette démarche pénale est absurde et révoltante* », a ajouté le leader du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), jugeant que cette procédure est « *l'image de la façon dont la direction départementale traite et réprime les conflits sociaux qui existent face aux restructurations* ».

« *La séquestration, il n'y en a même pas eu* », d'ailleurs « *si on avait fait une séquestration on l'aurait revendiquée* », a-t-il argué, déplorant qu'« *on nous demande des sanctions financières : 1.500 euros par personne, plus 3.00 euros en solidaire* ».

Mais cette convocation n'est « *qu'un des aspects de la répression qui nous touche* », estime le facteur de Neuilly pour qui « *concrètement, le vrai risque c'est qu'une série de syndicalistes risquent le licenciement* ».

Des salariés grévistes de La Poste, dont certains sont en grève depuis le 26 avril, avaient occupé pendant plusieurs heures le 10 mai les locaux de la direction départementale du groupe postal à Nanterre pour protester contre le projet « Facteurs d'avenir », qui prévoit une restructuration de la distribution du courrier dans le département.

Dans cette affaire, « *le point d'achoppement* » c'est le « *boycott systématique des négociations par la direction départementale* » qui a « *même refusé la médiation des maires* », fait valoir M. Besancenot qui doit participer en début d'après-midi à un rassemblement devant la direction opérationnelle territoriale du courrier de Nanterre.

## **La Poste : le rouleau compresseur....**

***Alors que la médecine de prévention de la Poste publie un rapport accablant, la grève des postiers se poursuit dans les Hauts-de-Seine, malgré la répression et les calomnies.***

Après plus de six semaines de grève, la direction refuse toujours les négociations et ne lâche rien... ou si peu. Face à elle, les grévistes eux non plus ne sont pas prêts à reculer sur l'essentiel, tant ils savent que leur lutte est légitime. Commencée à Châtillon, la grève s'est étendue à Clamart, à Asnières et, depuis la semaine dernière, à Bois-Colombes. D'autres centres sont susceptibles de rejoindre la grève car les réorganisations touchent l'ensemble des postiers.

Le rapport signé par les médecins de la prévention de la Poste dénonçant sans équivoque la dégradation des conditions de travail au sein de l'entreprise a eu un large écho dans l'opinion publique. Outre le nombre inquiétant de suicides et d'accidents du travail qu'il relève, il pointe la responsabilité des « *réorganisations rapides et successives* » et des « *injonctions contradictoires* » dans le mal-être au travail des postiers. Ce rapport, qui nous rappelle tristement les conditions de travail à France Télécom, pointe enfin du doigt une entreprise présentée par sa direction comme un « *modèle social* ». Ce rapport le formule même littéralement ainsi : « *Les agents de distribution sont confrontés à des situations d'épuisement physique et psychique. Cela est lié aux nouvelles organisations de travail, dont la mise en place est très variable d'un établissement à un autre.* »

Si encore la Poste tendait une oreille attentive à ceux qui tentent de l'avertir des risques et de la souffrance quotidienne de ses salariés...

Après avoir distribué des sanctions à tour-de-bras (une trentaine de grévistes touchés !), menacé une dizaine d'entre eux de licenciement, la direction recule légèrement en abandonnant une partie des sanctions, pour mieux se focaliser sur une poignée de militants : Yann Le Merrer et Bertrand Lucas sont dans la ligne de mire, ainsi que Gaël Quirante qui passe en entretien préalable au licenciement le 14 juin.

La direction, assistée par le vice-président UMP du conseil général du 92 et la CFDT, attaque aussi sur le terrain de la calomnie. Elle s'est lancée dans une campagne nationale de dénigrement du NPA et de son rôle dans la grève, accusant mensongèrement nos militants de dégradations, de violence ou de noyautage. Dans un tract relayé par la direction de la Poste, la CFDT va jusqu'à écrire que « *Besancenot a peut-être sa place dans les médias, mais le terrain social, c'est celui des organisations syndicales : il n'a rien à y faire, ni lui, ni ses méthodes !* » Olivier Besancenot et les militants du NPA sont présents dans cette lutte aux côtés d'autres militants syndicaux et politiques. Comment en serait-il autrement ? Nous sommes fiers de les soutenir et de lutter à leurs côtés !

À défaut d'une riposte des salariés dans l'entreprise, le rouleau compresseur continuera. Une défaite des postiers du 92 affaiblirait un secteur combatif du mouvement social. Une victoire serait une brèche pour une remise en cause généralisée de la modernisation continue.

**Léa Nolan et Xavier Guessou**

*Soutien financier* : chèques à l'ordre de SUD Poste 92, à envoyer au 51, rue Jean-Bonal, 92250 La Garenne Colombes, mention « Soutien grévistes 92 » au dos.

*Soutien militant* : contre le licenciement de Gaël Quirante, RV le 14 juin, à 13h30, à la direction départementale de la Poste, 3 bd du Levant à Nanterre, RER Nanterre-Ville.

Blog de soutien aux grévistes :

[www.gennevilliers-asso.org/le\\_blog\\_des\\_postiers-d-](http://www.gennevilliers-asso.org/le_blog_des_postiers-d-)

---

## **Solidarité avec les postiers en lutte**

### **Communiqué NPA**

Le NPA tient affirmer sa solidarité vis-à-vis des postiers de plusieurs bureaux du département des Hauts-de-Seine en grève depuis 44 jours.

Les postiers se battent avec raison contre des réorganisations qui n'ont pour seuls buts que de rendre La Poste « plus rentable » au mépris de l'emploi et du service public.

Nous réaffirmons également notre solidarité pleine et entière avec les 8 postiers victimes de la répression patronale et qui risquent des sanctions pouvant aller de la mise à pied jusqu'au licenciement ou la révocation.

Montreuil, le 8 juin 2010

---

## **La Poste 92 : répression sans précédent !**

***Les postiers des Hauts-de-Seine sont entrés en lutte contre les suppressions d'emplois engendrées par le processus de privatisation.***

Il n'y a pas un jour sans qu'une grève n'éclate quelque part à La Poste, sans qu'une lutte locale ne se développe. Pourtant, malgré une réactivité évidente, jamais ces divers mouvements n'ont été unifiés.

La Poste est en transition vers la privatisation, la transformation en société anonyme n'étant qu'une étape impliquant des réorganisations globales et brutales. Entre 2003 et 2009, l'entreprise a supprimé plus de 40 000 emplois à temps plein. 8 000 suppressions de postes sont prévues cette année.

En 2009, dans les Hauts-de-Seine, une grève de 78 jours a fait partiellement reculer la direction. Mais ces acquis locaux n'ont pas suffi à mettre un terme au projet national. Le 15 avril dernier, une nouvelle bagarre des postiers du 92 a démarré contre les restructurations, touchant la distribution, l'enseigne et le tri. 450 emplois vont être détruits dans les centres de tri du département. Dans la distribution, le plan « Facteur d'avenir » prévoit la suppression de 20 000 postes sur tout le territoire en instaurant l'auto-remplacement des facteurs en cas d'absence, supprimant le principe

d'attribution d'une tournée à chaque facteur. Le 15 avril, puis le 20 mai, plus de 200 postiers des centres de tri et de la distribution ont manifesté dans les rues de Nanterre contre ces restructurations.

Entre ces deux manifestations, trois bureaux du département se sont mis en grève majoritaire, le 26 avril à Châtillon, le 30 à Clamart et le 5 mai à Asnières, contre des suppressions de tournées, donc de postes de facteurs, et pour un report des réorganisations.

L'entreprise a répondu par le lock-out, empêchant l'entrée et la tenue d'AG dans les locaux, n'hésitant pas à faire appel à des gros bras, des vigiles et des maîtres-chien. Mieux, elle impose comme condition aux négociations que les grévistes cessent tout rassemblement aux abords des établissements postaux, bref, qu'ils cessent toute activité !

En partie mise en échec l'année dernière, la direction refuse de négocier et frappe fort : 20 blâmes, 11 suspensions et mises à pied, visant notamment deux membres du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) départemental, Laurent Pisani et Yann Le Merrer, ainsi que deux représentants départementaux de SUD-PTT, Bertrand Lucas et Gaël Quirante. Ce dernier est également convoqué à un entretien préalable au licenciement, le 14 juin, pour ses « agissements lors de la grève ».

Forts du succès de la manifestation du 20 mai, les grévistes du 92 se sont adressés le lendemain à leurs camarades de Paris pour défendre l'idée d'un « tous ensemble » et casser les barrières artificielles élevées par le patronat entre les différents secteurs géographiques. Après une prise de parole à Paris 17<sup>e</sup> et une rencontre avec les grévistes de Paris 8<sup>e</sup>, ils ont proposé à l'assemblée une manifestation devant le siège national de La Poste.

Rien ne pouvait faire plus peur à la boîte que cette jonction dans la lutte et l'occupation du siège par une action conjointe des grévistes du 92, de Paris 8<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup>. Cela a forcé la direction à accepter l'ouverture de négociations.

À l'heure où nous écrivons, l'issue de la lutte des facteurs du 92 n'est pas connue. Une seule chose est sûre, l'avenir des luttes passera par des jonctions telles que nous avons pu les vivre, seul chemin vers la convergence des luttes, seule possibilité pour imposer un véritable rapport de forces.

**Léa Nolan, Marie Leroi et Isa Asripe**

*\* Paru dans Hebdo TEAN 57 (27/05/10).*

---

## **Solidarité avec les « six de Pau »**

Six personnes sont citées à comparaître au tribunal de Pau le 10 juin à 8 h 45 au tribunal de Pau, à la suite d'une plainte du préfet des Pyrénées-Atlantiques pour « outrage à personne dépositaire de l'autorité publique ». Les faits remontent à l'été 2008 après l'arrestation d'une famille albanaise et de ses deux enfants et leur placement en centre de rétention. Des militants de RESF et de diverses organisations envoient des messages de protestation au préfet. Six d'entre eux sont aujourd'hui poursuivis pour avoir osé évoquer des parallèles entre la chasse aux immigrés orchestrée par le gouvernement Sarkozy et une période trouble de notre histoire. Le NPA apporte son soutien inconditionnel à ces hommes et cette femme qui, un jour, se sont élevés contre ce que leur conscience jugeait inacceptable et ont eu le courage d'exprimer leur indignation au préfet des

Pyrénées-Atlantiques. Nous considérons que les paroles adressées par ces militants au préfet sont un acte de... résistance, ne lui en déplaise !

Traque systématique des étrangers dans le but de racoler les électeurs du FN, mise en place du délit de solidarité, il y avait fort à parier que le duo Sarkozy-Besson n'en resterait pas là ! Les poursuites engagées contre ces six personnes relèvent du délit d'expression, caractéristique des régimes autoritaires.

Ainsi, un gouvernement qui s'attache à instrumentaliser l'enseignement de l'histoire nous somme, par la voix d'un de ses préfets, de proscrire toute analogie entre l'époque que nous vivons et une période des plus sombres de notre histoire. MM. Sarkozy-Besson, M. le préfet, vous n'effacerez pas nos mémoires, même si vous deviez réécrire l'histoire. Ces poursuites exercées à l'encontre de militants simplement animés par des valeurs humanistes nous précipitent un peu plus vers un système totalitaire qui fantasme de censurer l'opinion et de bâillonner toute liberté d'expression.

*\* Paru dans Hebdo TEAN 59 (10/06/10).*

---

## **Défense du service public : militants poursuivis**

### **Communiqué du NPA**

Fin novembre 2009, quelques dizaines de postiers déployaient une banderolle contre la privatisation de la Poste, conséquence du changement de statut, du haut de l'Arc de Triomphe.

Une dizaine d'entre eux, dont Olivier Besancenot, sont convoqués au commissariat du 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris, mercredi 24 février, poursuivis pour « dégradation de bien public ».

Le gouvernement veut faire taire tous ceux et celles qui s'opposent à sa politique de destruction des services publics.

Le NPA proteste énergiquement contre ces poursuites à l'encontre de militants qui défendaient le service public et affirme sa solidarité avec tous les militants poursuivis.

Le 23 février 2010.

---